

Séance du Grand Conseil
Mercredi 12 décembre 2018
de 9 h.30 à 17 h.00

Procès-Verbal

OA = objet adopté sans modification
OA+M = objet adopté avec modification
RET = objet retiré
REF = objet refusé
REF-EM = objet refusé à l'entrée en matière
TRAITE = objet traité

RENV-T = objet renvoyé par manque de temps
RENV-C = objet renvoyé pour complément d'information
RENV-SD = objet renvoyé suite débat
RENV-COM = objet renvoyé en commission
RENV-CE = objet renvoyé au Conseil d'Etat

Décision	N°		Dépt.	Rapporteurs maj. + min.	Date de renvoi
	1.	Communications (CPS)			
	2.	Dépôts Interpellation : (18_INT_271) Vassilis Venizelos. Initiative : (18_INI_010) Vincent Keller.			

Séance du Grand Conseil
Mercredi 12 décembre 2018
de 9 h.30 à 17 h.00

Procès-Verbal

OA	= objet adopté sans modification	RENV-T	= objet renvoyé par manque de temps
OA+M	= objet adopté avec modification	RENV-C	= objet renvoyé pour complément d'information
RET	= objet retiré	RENV-SD	= objet renvoyé suite débat
REF	= objet refusé	RENV-COM	= objet renvoyé en commission
REF-EM	= objet refusé à l'entrée en matière	RENV-CE	= objet renvoyé au Conseil d'Etat
TRAITE	= objet traité		

Décision	N°		Dépt.	Rapporteurs maj. + min.	Date de renvoi
OA+M	3.	<p>(99) EMPB - des charges et des revenus de fonctionnement et d'investissement pr l'année 2019 et plan 2020-2023 et Rap. du CE – sur le Programme de législature 2017-2022 – sur l'évolution à moyen terme et l'actualisation de la planification financière, des investissements et de l'endettement et PLs modifiant les lois du : 08.04.14 LPMI - 17.04.05 LPECPM - 04.05.04 LPRoMin - 05.12.78 LPFES - 23.09.08 LVLAFAm - 23.11.10 LPCFAm - 26.05.65 LOCC - 29.05.85 LSP - 10.02.04 LAIH - 11.01.10 CDPJ - 19.05.09 LVCPP - 24.04.12 LFR-EMS - 13.11.07 LVPC - 24.01.06 LAPRAMS - 04.07.00 LI - 05.12.56 LCom - 06.12.67 Lr-CE - sur l'impôt 2020-2023 - 06.10.09 LAVASAD et PDs fixant, pr l'2019 : le montant limite des nouveaux emprunts contractés par l'Etat ainsi que le montant limite de l'avance de trésorerie que l'Etat peut accorder à la CEESV - les montants maximaux autorisés des engagements de l'Etat par voie de prêts, de cautionnements et d'arrière-cautionnements conformément à la LADE - le montant maximum des garanties que le CE peut octroyer pr les emprunts contractés par : des établis. sanitaires privés afin de financer leurs investis. dans le cadre de la LPES - socio-éducatifs afin de financer leurs investis. dans le cadre de la LAIH - des institutions socio-éducatives afin de financer leurs investis. dans le cadre de la LPRoMin - de pédagogie spécialisée privés afin de financer leurs investis. dans le cadre de la LPS - modifiant les décrets : soumettant temporairement aux dispositions sur les entreprises agricoles les entreprises agricoles qui remplissent les conditions prévues par l'art. 5, let a) LDFR - du 18.06.13 accordant au CE un crédit CHF 1'440'000'000.-- pr diverses mesures permettant la recapitalisation de la CPEV - autorisant le CE à verser un montant de CHF 50 mios aux communes 2019 compensation RIE III - Rapports du CE au GC à divers postulats et motions et Réponses du CE à diverses interpellations (Suite des débats) (2ème débat)</p> <p>(2e débat, suite des débats) : Après discussion, le Grand Conseil prend acte du « Rapport partiel du Conseil d'Etat sur le Programme de législature 2017-2022 » ainsi que du « Rapport du Conseil d'Etat sur l'évolution à moyen terme et l'actualisation de la planification financière, des investissements et de l'endettement ». EMPL, p. 247 et ss : Les conclusions du rapport de la commission (acceptation du rapport du Conseil d'Etat) sur le postulat Daniel Develev</p>	DFIRE.	Berthoud A. (Majorité), Bolay G.P. (Minorité), Buclin H. (Minorité)	

RENV-T = objet renvoyé par manque de temps
RENV-C = objet renvoyé pour complément d'information
RENV-SD = objet renvoyé suite débat
RENV-COM = objet renvoyé en commission
RENV-CE = objet renvoyé au Conseil d'Etat

Décision	N°		Dépt.	Rapporteurs maj. + min.	Date de renvoi
		<p>- Recapitalisation de la CPEV ; pour les assurés et les contribuables, versons sans attendre le solde des CHF 1.44 milliards ! (18_POS_031) sont adoptées à l'unanimité.</p> <p>Les conclusions du rapport de la commission (acceptation du rapport du Conseil d'Etat) sur la motion transformée en postulat François Pointet - Réduisons la pression fiscale pesant sur la classe moyenne maintenant ! (18_POS_077) sont adoptées à une large majorité avec quelques abstentions.</p> <p>Les conclusions du rapport de la commission (acceptation du rapport du Conseil d'Etat) sur la motion Philippe Jobin - Augmenter le pouvoir d'achat des contribuables vaudois par une baisse d'impôts de 3 points (18_MOT_061) sont adoptées à une large majorité avec quelques oppositions et plusieurs abstentions.</p> <p>Les conclusions du rapport de la commission (acceptation du rapport du Conseil d'Etat) sur la motion transformée en postulat Grégory Devaud - Domiciliation fiscale de Conseillers d'Etat ! (18_POS_079) sont adoptées à une large majorité avec quelques abstentions.</p> <p>Les conclusions du rapport de la commission (acceptation du rapport du Conseil d'Etat) sur le postulat Marc Vuilleumier - Pour que le passage du RI à la rente-pont soit harmonieux fiscalement (18_POS_033) sont adoptées à l'unanimité.</p> <p>Les conclusions du rapport de la commission (acceptation du rapport du Conseil d'Etat) sur le postulat Nicolas Suter - Loi sur les impôts directs cantonaux (LI) pour que la situation familiale déterminante ne vienne pas accabler inutilement les familles vivant le deuil d'un enfant mineur (18_POS_052) sont adoptées à l'unanimité.</p> <p>Les conclusions du rapport de la commission (acceptation du rapport du Conseil d'Etat) sur la motion Michaël Buffat - RIE III : mesures complémentaires demandées (15_MOT_072), sont adoptées à l'unanimité.</p> <p>Les conclusions du rapport de la commission (acceptation du rapport du Conseil d'Etat) sur la motion Claudine Wyssa concernant la compensation des pertes fiscales sur les impôts sur les personnes morales pour les communes en 2017-2018 (15_MOT_074), sont adoptées à une large majorité avec une abstention.</p> <p>Les conclusions du rapport de la commission (acceptation du rapport du Conseil d'Etat) sur la motion Maurice Mischler - Compensation équitable et supportable pour les communes vaudoises en attendant PF17 (18_MOT_019),</p>			

Séance du Grand Conseil
Mercredi 12 décembre 2018
de 9 h.30 à 17 h.00

Procès-Verbal

OA = objet adopté sans modification
OA+M = objet adopté avec modification
RET = objet retiré
REF = objet refusé
REF-EM = objet refusé à l'entrée en matière
TRAITE = objet traité

RENV-T = objet renvoyé par manque de temps
RENV-C = objet renvoyé pour complément d'information
RENV-SD = objet renvoyé suite débat
RENV-COM = objet renvoyé en commission
RENV-CE = objet renvoyé au Conseil d'Etat

Décision	N°		Dépt.	Rapporteurs maj. + min.	Date de renvoi
		sont adoptées à une large majorité avec quelques abstentions. Les conclusions du rapport de la commission (acceptation du rapport du Conseil d'Etat) sur le postulat Pierre-André Romanens - Pour une RIE III supportable pour tous (18_POS_065), sont adoptées à l'unanimité. Les conclusions du rapport de la commission (acceptation du rapport du Conseil d'Etat) sur le postulat Didier Lohri - Réseaux de santé, le Grand Conseil se doit de clarifier la situation pour l'avenir de tous nos concitoyens, clients potentiels aux soins à domicile (17_POS_019), sont adoptées à une large majorité avec quelques abstentions. La réponse à l'interpellation Stéphane Montangero et consorts au nom du groupe socialiste – Comment fonctionne la LICOM ? (18_INT_121) est traitée. La réponse à l'interpellation Jean-Michel Dolivo et consorts au nom du groupe Ensemble à Gauche – Les contribuables vaudois sont-ils tous égaux devant l'impôt ? (18_INT_129) est traitée. La réponse à l'interpellation Valérie Induni et consorts – Retards dans les taxations fiscales, quels risques et quels moyens engager pour les éviter ! (18_INT_131) est traitée.			

Séance du Grand Conseil
Mercredi 12 décembre 2018
de 9 h.30 à 17 h.00

Procès-Verbal

OA	= objet adopté sans modification	RENV-T	= objet renvoyé par manque de temps
OA+M	= objet adopté avec modification	RENV-C	= objet renvoyé pour complément d'information
RET	= objet retiré	RENV-SD	= objet renvoyé suite débat
REF	= objet refusé	RENV-COM	= objet renvoyé en commission
REF-EM	= objet refusé à l'entrée en matière	RENV-CE	= objet renvoyé au Conseil d'Etat
TRAITE	= objet traité		

Décision	N°		Dépt.	Rapporteurs maj. + min.	Date de renvoi
RENV-COM	4.	<p>(18_POS_091) Postulat Rebecca Joly et consorts - Accessibilité des documents : nouveau site et nouvelles options ! (Développement et demande de renvoi à commission avec au moins 20 signatures)</p> <p>(budget 2019, 2e débat, suite du point précédent): La réponse à l'interpellation Vincent Keller – Frais de garde : comment alléger la part à charge des parents vaudois ? (18_INT_187) est traitée.</p> <p>La réponse à l'interpellation Guy-Philippe Bolay – Quelle est l'opportunité (et la légalité) de la décision prise en catimini par le Conseil d'Etat d'augmenter les impôts des propriétaires privés de logements locatifs ? (18_INT_215) est traitée.</p> <p>La réponse à l'interpellation Christine Chevalley – Quelle réponse à la motion « Compensation des pertes fiscales sur les impôts sur les personnes morales pour les communes en 2017-2018 ? » (Motion Wyssa) (18_INT_130) est traitée. Fin du 2e débat.</p> <p>LI, art. 36, al. 3, (p. 169 EMPL), 3e débat : la version du 2e débat (oui) est opposée à la version du 1er débat (non) : la version du 2e débat est privilégiée par 118 oui, 0 non et 7 abstentions. L'art. 36 amendé est accepté. En vote final, le projet de loi est adopté à une large majorité avec quelques oppositions et plusieurs abstentions. Fin du 3e débat sur cette loi.</p> <p>Après une discussion générale finale, le projet de budget de fonctionnement 2019 est adopté par 112 oui, 5 non et 12 abstentions.</p> <p>(18_POS_091) Cosigné par au moins vingt député-e-s, le postulat est renvoyé directement à l'examen d'une commission chargée de préavis sur sa prise en considération et son renvoi au Conseil d'Etat.</p>			

Séance du Grand Conseil
Mercredi 12 décembre 2018
de 9 h.30 à 17 h.00

Procès-Verbal

OA = objet adopté sans modification
OA+M = objet adopté avec modification
RET = objet retiré
REF = objet refusé
REF-EM = objet refusé à l'entrée en matière
TRAITE = objet traité

RENV-T = objet renvoyé par manque de temps
RENV-C = objet renvoyé pour complément d'information
RENV-SD = objet renvoyé suite débat
RENV-COM = objet renvoyé en commission
RENV-CE = objet renvoyé au Conseil d'Etat

Décision	N°		Dépt.	Rapporteurs maj. + min.	Date de renvoi
RENV-CE	5.	(18_POS_093) Postulat Gérard Mojon et consorts - Le CHUV, un malade chronique ou un patient en voie de guérison ? (Développement et demande de renvoi à commission avec au moins 20 signatures) A l'issue du développement, le postulant souhaite une prise en considération immédiate. La prise en considération immédiate du postulat et son renvoi au Conseil d'Etat sont acceptés à une large majorité avec quelques oppositions et plusieurs abstentions.			
RENV-COM	6.	(18_POS_094) Postulat Léonore Porchet et consorts - La mort c'est tabou, on en viendra tous à bout (Développement et demande de renvoi à commission avec au moins 20 signatures) Cosigné par au moins vingt député-e-s, le postulat est renvoyé directement à l'examen d'une commission chargée de préavis sur sa prise en considération et son renvoi au Conseil d'Etat.			
RENV-CE	7.	(18_POS_037) Postulat Catherine Labouchère et consorts - Ecole de pharmacie Genève-Lausanne (EPGL) : bilan et suites de la période transitoire Les conclusions du rapport de la commission (prise en considération partielle, en conservant les points 1, 6 et 7, et renvoi au Conseil d'Etat) sont adoptées à une large majorité avec quelques oppositions et plusieurs abstentions.	DFJC, DSAS	Jobin P.	
OA	8.	(GC 085) Rapport de la Commission interparlementaire 'détenue pénale' aux parlements des cantons de Fribourg, de Vaud, du Valais, de Neuchâtel, de Genève, du Jura et du Tessin pour l'année 2017. Les conclusions du rapport de la commission sont adoptées à l'unanimité. Il est donc pris acte du rapport 2017 de la Conférence latine des chefs des départements de justice et police (CLDJP).	GC	Jaccoud J.	

Séance du Grand Conseil
Mercredi 12 décembre 2018
de 9 h.30 à 17 h.00

Procès-Verbal

OA	= objet adopté sans modification	RENV-T	= objet renvoyé par manque de temps
OA+M	= objet adopté avec modification	RENV-C	= objet renvoyé pour complément d'information
RET	= objet retiré	RENV-SD	= objet renvoyé suite débat
REF	= objet refusé	RENV-COM	= objet renvoyé en commission
REF-EM	= objet refusé à l'entrée en matière	RENV-CE	= objet renvoyé au Conseil d'Etat
TRAITE	= objet traité		

Décision	N°		Dépt.	Rapporteurs maj. + min.	Date de renvoi
RENV-COM	9.	(18_POS_087) Postulat Pierre-André Romanens et consorts - Soutien aux Communes impactées dans le cadre de l'exercice particulier 2019 (Développement et demande de prise en considération immédiate) A la suite des discussions, le postulant fait une demande de renvoi à commission. Cosigné par au moins vingt député-e-s, le postulat est renvoyé directement à l'examen d'une commission chargée de préavis sur sa prise en considération et son renvoi au Conseil d'Etat.			
REF	10.	(17_PET_007) Pétition pour adapter les procédures de l'article 107 de la loi sur le Grand Conseil Les conclusions du rapport de la commission (classement de la pétition) sont adoptées à une large majorité avec plusieurs abstentions.	DIS	Keller V.	
REF	11.	(18_PET_010) Pétition pour une dénonciation de cas de racisme et de xénophobie au sein de la justice vaudoise. Les conclusions du rapport de la commission (classement de la pétition) sont adoptées à une large majorité avec plusieurs abstentions.	DIS	Courdesse R.	
RENV-CE	12.	(17_MOT_006) Motion Raphaël Mahaim et consorts - Médiation civile et assistance judiciaire : un couple qui peut faire bon ménage Les conclusions du rapport de la commission (prise en considération de la motion et renvoi au Conseil d'Etat) sont adoptées à une large majorité avec une abstention.	DIS	Blanc M.	
RENV-CE	13.	(17_MOT_007) Motion Nathalie Jaccard et consorts - Médiation civile systématique : favoriser les accords plutôt que les longs procès Les conclusions du rapport de la commission (prise en considération de la motion transformée en postulat et renvoi au Conseil d'Etat) sont adoptées à l'unanimité.	DIS	Blanc M.	

Séance du Grand Conseil
Mercredi 12 décembre 2018
de 9 h.30 à 17 h.00

Procès-Verbal

OA = objet adopté sans modification
OA+M = objet adopté avec modification
RET = objet retiré
REF = objet refusé
REF-EM = objet refusé à l'entrée en matière
TRAITE = objet traité

RENV-T = objet renvoyé par manque de temps
RENV-C = objet renvoyé pour complément d'information
RENV-SD = objet renvoyé suite débat
RENV-COM = objet renvoyé en commission
RENV-CE = objet renvoyé au Conseil d'Etat

Décision	N°		Dépt.	Rapporteurs maj. + min.	Date de renvoi
OA	14.	(40) Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur le postulat Jacques-André Haury au nom de la commission de haute surveillance du Tribunal cantonal demandant la délégation aux notaires de compétences non contentieuses en matière successorale relevant actuellement des juges de paix Les conclusions du rapport de la commission (acceptation du rapport du Conseil d'Etat) sont adoptées à une large majorité avec une opposition.	DIS	Blanc M.	
RENV-T	15.	(17_INT_041) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Jean-Daniel Carrard - Utilisation de drones privés dans le domaine public : quelle législation cantonale ?	DIS.		18/12/2018
REF	16.	(18_POS_030) Postulat Thierry Dubois et consorts - Lausanne la blanche ! Les conclusions du rapport de la commission (classement du postulat) sont adoptées par 90 oui, 31 non et 4 abstentions. Au vote nominal, le précédent résultat est confirmé par 87 oui, 36 non, 3 abstentions.	DIS, DSAS	Cardinaux F.	
RENV-T	17.	(18_INT_117) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Hadrien Buclin - La jurisprudence fédérale ne permet plus d'amender la possession de cannabis jusqu'à 10 grammes : la police a-t-elle adapté sa pratique ?	DIS.		18/12/2018
RENV-T	18.	(18_INT_193) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Hadrien Buclin - Camions hors-la-loi : quels moyens d'action au niveau cantonal ?	DIS.		18/12/2018

Séance du Grand Conseil
Mercredi 12 décembre 2018
de 9 h.30 à 17 h.00

Procès-Verbal

OA = objet adopté sans modification
OA+M = objet adopté avec modification
RET = objet retiré
REF = objet refusé
REF-EM = objet refusé à l'entrée en matière
TRAITE = objet traité

RENV-T = objet renvoyé par manque de temps
RENV-C = objet renvoyé pour complément d'information
RENV-SD = objet renvoyé suite débat
RENV-COM = objet renvoyé en commission
RENV-CE = objet renvoyé au Conseil d'Etat

Décision	N°		Dépt.	Rapporteurs maj. + min.	Date de renvoi
RENV-CE	19.	(18_MOT_018) Motion Marc-Olivier Buffat et consorts - Surpopulation carcérale et manque de places de détention : il y a urgence ! Le motionnaire transforme sa motion en postulat. Les conclusions du rapport de la majorité de la commission (classement de l'objet anciennement motion, désormais postulat) sont refusées par 29 oui, 65 non et 16 abstentions. La motion transformée en postulat est prise en considération et renvoyée au Conseil d'Etat.	DIS	Schwab C. (Majorité), Ducommun P. (Minorité)	
TRAITE	20.	(17_INT_068) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Yvan Pahud - Un détenu sur deux est musulman à Genève. Et dans le canton de Vaud ?	DIS.		
TRAITE	21.	(17_INT_657) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Pierrette Roulet-Grin - Mendicité : démocratie travestie ?	DIS.		
RENV-T	22.	(GC 071) Rapport annuel 2017 de la commission interparlementaire de contrôle de l'hôpital intercantonal de la Broye, Vaud-Fribourg (HIB)	GC	Ruch D.	18/12/2018
RENV-T	23.	(GC 072) Rapport annuel 2017 de la commission interparlementaire de contrôle de l'hôpital Riviera-Chablais, Vaud-Valais (HRC)	GC	Vuillemin P.	18/12/2018
RENV-T	24.	(16_INT_591) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Muriel Thalmann - Hôpital de Lavaux - quo vadis ?	DSAS.		18/12/2018
RENV-T	25.	(17_INT_048) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Jérôme Christen et consorts - Tergiversations au sein de l'Hôpital Riviera Chablais : la politique de la direction est-elle compatible avec les objectifs du Conseil d'Etat en matière de santé publique ?	DSAS.		18/12/2018
RENV-T	26.	(17_INT_009) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Jérôme Christen et consorts - Quel contenu pour la future policlinique de la Riviera ?	DSAS.		18/12/2018

Séance du Grand Conseil
Mercredi 12 décembre 2018
de 9 h.30 à 17 h.00

Procès-Verbal

OA = objet adopté sans modification
OA+M = objet adopté avec modification
RET = objet retiré
REF = objet refusé
REF-EM = objet refusé à l'entrée en matière
TRAITE = objet traité

RENV-T = objet renvoyé par manque de temps
RENV-C = objet renvoyé pour complément d'information
RENV-SD = objet renvoyé suite débat
RENV-COM = objet renvoyé en commission
RENV-CE = objet renvoyé au Conseil d'Etat

Décision	N°		Dépt.	Rapporteurs maj. + min.	Date de renvoi
RENV-T	27.	(18_POS_092) Postulat Amélie Cherbuin et consorts - Pour un soutien des autorités vaudoises à la grande marche pour la paix reliant New Delhi à Genève en 2020 (Jai Jagat 2020) (Développement et demande de prise en considération immédiate)			18/12/2018
RENV-T	28.	(44) Exposé des motifs et projet de loi modifiant la loi du 29 mai 1985 sur la santé publique (LSP) et Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur la motion Brigitte Crottaz et consorts - Pour une gratuité du test VIH anonyme (16_MOT_087) (1er débat)	DSAS.	Venizelos V.	18/12/2018
RENV-T	29.	(60) Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur le postulat Catherine Labouchère - Aide sociale : besoin temporaire ou chronique, des éléments à rajouter à l'étude générale	DSAS.	Gross F.	18/12/2018
RENV-T	30.	(18_POS_057) Postulat François Cardinaux et consorts - Les prestations sociales versées doivent rester en Suisse	DSAS	Christen J.	18/12/2018
RENV-T	31.	(18_POS_059) Postulat Grégory Devaud et consorts - Etablissement d'un rapport, actuel, sur les effets de seuils ainsi que sur le revenu disponible des ménages vaudois	DSAS	Christen J.	18/12/2018
RENV-T	32.	(18_POS_061) Postulat Florence Gross et consorts - Optimisation dans le domaine de l'action sociale, où en est-on ?	DSAS	Christen J.	18/12/2018
RENV-T	33.	(17_INT_076) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Philippe Krieg - Les étrangers au bénéfice de l'aide sociale depuis plusieurs années sont-ils renvoyés dans leur pays d'origine ?	DSAS.		18/12/2018
RENV-T	34.	(17_INT_075) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Thierry Dubois - Quelle est la proportion d'étrangers bénéficiant de sommes importantes de l'aide sociale ?	DSAS.		18/12/2018

Séance du Grand Conseil
Mercredi 12 décembre 2018
de 9 h.30 à 17 h.00

Procès-Verbal

OA = objet adopté sans modification

OA+M = objet adopté avec modification

RET = objet retiré

REF = objet refusé

REF-EM = objet refusé à l'entrée en matière

TRAITE = objet traité

RENV-T = objet renvoyé par manque de temps

RENV-C = objet renvoyé pour complément d'information

RENV-SD = objet renvoyé suite débat

RENV-COM = objet renvoyé en commission

RENV-CE = objet renvoyé au Conseil d'Etat

Décision	N°		Dépt.	Rapporteurs maj. + min.	Date de renvoi
RENV-T	35.	(18_INT_179) Réponse du Conseil d'Etat à l'interpellation Jean-Daniel Carrard - Plus de transparence dans l'octroi de l'aide sociale	DSAS.		18/12/2018

Le (La) président-e :

Le (La) secrétaire :